



11 janvier 2013

Gérard LONGUET

Ancien Ministre

Sénateur de la Meuse

Au terme d'une année 2012 si riche en événements forts, souvent inquiétants, parfois hélas décevants, je ressens comme vous, je l'imagine, le besoin de faire le point, de reprendre souffle et, sans précipitation inutile, d'imaginer puis d'engager une route prometteuse pour notre avenir commun de Français, de Lorrains, de Meusiens pour les 5 années à venir, avant 2017 et pour 2017.

Aussi cette cérémonie de vœux ira bien au-delà des échanges protocolaires, et je vous prie de bien vouloir m'en excuser car ce sera long. Long, bien au-delà des propos publics chaleureux mais convenus qui précèdent habituellement les vrais échanges. Ces échanges de vive voix sont toujours généreux et instructifs, pour les uns et pour les autres, autour du verre de l'amitié, le verre qui en effet délie les langues et fait tomber les censures. Le tout naturellement sous réserve de ne pas conduire. Mais, ce moment viendra, je vous rassure parce que, autant que vous, j'en ressens le besoin, pour parler un peu, pour écouter beaucoup et surtout pour remercier tous ceux qui, à votre image, partagent ma passion de l'action collective, locale et nationale.

Cette passion est portée par les élus, communaux, cantonaux, régionaux. Elus du suffrage universel mais aussi élus professionnels et associatifs. Ensemble, vous participez à la construction de notre réussite collective et la Meuse ne s'en sort pas mal, j'y reviendrai. Vous le faites par passion au détriment de vos vies professionnelles, familiales, amicales. Mais vous le faites parce que vous n' imaginez pas renoncer à donner votre part d'espérance aux autres, cette part que vous portez au profond de vous-mêmes et qui, en s'exprimant dans l'action, vous donne le sentiment d'exister pleinement. Chacun d'entre vous est alors l'un des artisans d'un beau projet : transmettre et enrichir un héritage dont nous ne sommes que les responsables provisoires.

C'est au nom d'ailleurs de cette continuité que j'ai tenu à rassembler à la fois les responsables d'hier, ceux d'aujourd'hui et ceux qui veulent jouer leur rôle demain, continuité oblige. Et d'ailleurs ne sommes-nous pas, chacun à notre façon, tout à la

fois dans notre idée du passé que l'on respecte même si elle n'était pas toujours le rêve nostalgique, idéalisé, tant s'en faut ? Ne sommes-nous pas tous, par nécessité dans le présent parce que tout nous oblige à l'action ? Et ne sommes-nous pas tous, en dépit de l'âge, dans l'avenir, parce que nous ne perdons jamais le droit et le devoir de rêver à ce que l'on pourrait faire de mieux encore, même si le temps compte parfois.

Mais, avant de parler de la Lorraine et de la Meuse, revenons à notre pays dans l'Europe et dans le Monde d'aujourd'hui.

Je ne suis pessimiste en rien car tout est possible y compris le meilleur pour la France. Mais je ne crois pas que les 12 mois prochains sonneront le renouveau, qui repose pourtant sur deux idées simples : travailler tous un peu plus, dépenser collectivement tous un peu moins.

Et je crains que la solidité de nos institutions nous éloigne encore pendant 4 ans de ce cap. Ce cap simple suivi par les pays qui surmontent chômage et endettement avec leurs conséquences en terme de fiscalité lourde, en terme de réel découragement des entrepreneurs, et pour les meilleurs des jeunes en terme de départ vers des terres de réussite, hors de France.

Mais évacuons d'abord les prophéties sinistres des marchands de peur qui, trop souvent, parviennent à paralyser notre pays en nous éloignant des vraies difficultés :

- Pour le Monde entier, l'apocalypse certaine annoncée par les Verts-Rouge ou les Rouge-Verts, au goût du jour, n'est pourtant pas pour demain même si le pessimisme est allé croissant depuis des décennies au point de devenir dominant dans nos sociétés occidentales.

Alors que la chute du Mur de Berlin en 1989, après les deux tragiques guerres mondiales du XXème siècle, mettait fin à l'épuisante guerre froide, alors que jamais notre Europe et notre pays n'ont été aussi protégés d'un risque d'invasion ou d'oppression, des peurs nouvelles se multiplient. Jamais dans l'histoire le Monde, le Monde entier, n'a été aussi bien nourri, soigné, éduqué, protégé. Et pourtant, il y a peur et particulièrement en Europe de l'Ouest.

Sans doute, parce que nous sommes de moins en moins exposés aux risques, nous estimons devoir être protégés contre tous ceux que l'on découvre encore ; sans aucun doute parce que justement la technologie désormais sait les identifier tout comme d'ailleurs elle saura rapidement les combattre. La précaution paralyse d'abord, fait régresser ensuite, les agriculteurs le savent, souvent victimes de ces comportements régressifs.

La France n'est pas à l'écart de ce pessimisme, bien au contraire, alors qu'il n'y a pas de difficultés identifiées que nous ne puissions surmonter au prix, il est vrai, d'un double préalable jamais respecté depuis 40 ans :

. D'abord, tout a un prix, et ce qui est dépensé dans un domaine ne sera plus disponible pour investir dans un autre. Or, les professionnels de la peur imaginent volontiers les équations les plus folles pour condamner le monde à brève échéance, mais ils ignorent les additions les plus simples, celles des budgets annuels. Ce qui est dépensé trop vite et trop fort n'est plus disponible pour des besoins plus justes et plus immédiats. L'Allemagne est en train d'en découvrir la réalité avec son impossible sortie du nucléaire qui, ironie du sort, relance le charbon, la plus polluante des énergies ou gaspille des investissements qui seraient utiles ailleurs.

. Ensuite, la responsabilité individuelle est le meilleur facteur d'équilibre dans des sociétés de plus en plus complexes. Les professionnels de la dépense publique veulent faire croire que la collectivité peut prendre en charge tout ce que nous ne voulons pas assumer par nous-mêmes. Ce n'est pas vrai, la dépense publique a des limites. Nous les avons franchies depuis 20 ans.

La France est mystérieusement en Europe à la pointe de cette double illusion qui d'ailleurs n'en fait qu'une : préférer inquiéter ou rêver plutôt que d'analyser et agir. Pour beaucoup trop, poser des problèmes en France, société médiatique oblige, c'est à la fois prouver son réalisme par l'exercice systématique du dénigrement, puis revendiquer des solutions généreuses mais non finançables pour renvoyer sur les autres la responsabilité de ses propres faiblesses ou de son égoïsme.

En France, être intelligent ce n'est pas trouver une solution, c'est inventer un besoin nouveau dans la dépense publique. En France, être actif ce n'est pas mettre en œuvre, c'est demander à l'Etat de payer en lieu et place des personnes concernées.

De ce comportement, la Gauche n'a hélas pas le monopole mais elle en a la primauté. La Droite, elle, ces dix dernières années, n'a pas toujours eu le courage de rappeler quelques évidences. Par exemple et sans être complet :

- La réussite des élèves dépend aussi bien des élèves eux-mêmes, de leurs parents et de leurs engagements communs que du nombre de professeurs.
- S'il n'y a pas de vrais patrons dans les écoles, collèges et lycées c'est que nous n'avons pas eu le courage de les mettre en place quand nous dirigeons et de soutenir ceux nombreux qui assumaient leur mission.
- Une santé gratuite, c'est-à-dire payée par tous, suppose une même éthique pour tous. Plus c'est gratuit, plus la discipline individuelle doit être forte, à l'image du régime d'Alsace-Moselle. Or, qui peut le croire un seul instant ?
- Les enfants sont de la responsabilité de leurs deux parents et, je précise, de leur père et de leur mère. Les deux doivent durablement assumer l'après-vente de leur libre décision de créer la vie, même si les

collectivités peuvent les aider sans pour autant être tenus pour responsables de tout !

- Celui qui épargne et celui qui investit méritent de ne pas payer indéfiniment sur le fruit de leur travail accumulé, pour la seule raison que l'Etat ne sait pas dire non aux demandes excessives ! Depuis 40 ans, aucun budget de l'Etat n'a été voté en équilibre ! Les épargnants n'y sont pour rien, mais ils paieront.

Pour ma part, je suis excédé par ces Ministres qui annoncent triomphants des mesures au Journal télévisé de 20 h, alors que ce ne sont que des dépenses qui vont grossir notre endettement et dont ils n'assument jamais le risque de l'éventuelle inutilité. Il est si facile d'être généreux avec le travail des autres que l'on hypothèque inlassablement et sans vergogne par des dépenses qui seront les dettes et les impôts de nos enfants.

- De la même façon, certes, il faut rappeler que la Justice ne doit humilier personne, et notamment par la détention trop souvent misérable dans ses modalités, mais il faut dire aussi que la plupart des délinquants coûtent 5 à 10 fois ce que coûte l'aide à une personne âgée dépendante. Où est notre priorité ?
- On disait de Louis XIV, qu'il n'avait que du bon sens, mais qu'il en avait beaucoup. En France, au sommet aujourd'hui, c'est l'inverse, on n'a que de l'intelligence abstraite mais sûrement plus assez de bon sens concret.
- Un dernier exemple : J'adore le train et me félicite du TGV comme du TER. Mais quelle justice quand l'automobiliste paie 50 % de taxes sur le carburant alors que le voyageur ferroviaire ne paie lui que 30 % du coût réel de son transport, soit 70 % de subventions. Les chiffres parlent, écoutons-les de temps en temps.

Comme tous les élus locaux, il m'arrive de défendre des habitudes, même mauvaises plutôt que les bonnes innovations. Mais donnons à chaque service son coût réel, et choisissons parmi les services ceux et seulement ceux auxquels nous tenons vraiment. Sachons renoncer aux autres, au moins le temps de payer quelques dettes publiques.

François Fillon s'est fait en un jour une image exemplaire de lucidité en rappelant qu'il était à la tête d'un Etat en faillite. Il a été applaudi 48 heures, puis chacun est reparti demander aux pouvoirs publics ce qu'il estimait juste qu'on lui donne... Le courage politique serait de réexaminer ce qui revient à la responsabilité individuelle et ce qui relève de l'action collective. Envoyer la facture à la communauté est un sport national. Il faut y renoncer ou accepter de disparaître comme grande nation libre. Car les dettes asservissent.

S'endetter sans investir dans l'avenir c'est nous condamner à être une société qui suit et non plus une société qui innove, qui propose, qui rayonne.

L'Etat lui-même, et je le respecte comme ancien Ministre de la Défense, en retrouvant des marges financières, retrouvera sa nécessaire autorité et principalement sur ses fonctions régaliennes : la sécurité, la justice, la défense. Ecrasé par des décennies de promesses hélas tenues, et paralysé par la perspective des dépenses que demandent les professionnels des peurs collectives, l'Etat est devenu ce grand corps malade, jugé inefficace et donc déconsidéré.

J'ai longuement parlé de la réduction de la dépense publique, parlons maintenant du « travailler plus » : Travailler plus c'est aussi, surtout et d'abord, travailler mieux.

. Travailler plus et mieux à l'école, au sens large, d'abord. Les deux points d'appui sont la famille et l'établissement. Sans respect et protection de la structure familiale il n'y a pas de soutien durable pour l'élève. L'établissement doit avoir un chef disposant d'une autorité, sur les élèves comme sur les enseignants. Sans ces deux préalables, on tente de remplir une citerne percée en prétendant augmenter les moyens pour améliorer les résultats. Pas d'enseignement réussi sans valeurs partagées : travail, respect de l'autre, respect de soi.

. Travailler plus et mieux pour soi ensuite : le travail naturellement est épanouissant, mais c'est mieux quand « cela gagne ». Les cotisations sociales pèsent sur le travailleur qui voit son salaire amputé par un prélèvement sur lequel il ne peut rien. Or, les charges salariales financent des dépenses largement extérieures au travail et aux travailleurs. Aussi impopulaire soit-il, le transfert d'une partie de la dépense sociale sur le consommateur est le prix à payer pour redorer le blason du travailleur. Même le Gouvernement Hollande le reconnaît après avoir pourtant pourfendu la TVA « emploi » que préconisait l'UMP, courageusement lors des Présidentielles.

. Enfin, le travail exige des entrepreneurs, du vendeur ambulant de pizzas au patron de PSA, tous les entrepreneurs le savent : pas de travail sans investissement, pas de développement sans trésorerie, pas de sécurité pour l'entreprise et donc pas d'emploi sans réserves constituées lors des « vaches grasses ». Donc pas de travail sans entreprises fortes. Je souhaite des entreprises qui puissent freiner s'il y a crise, par la souplesse nécessaire du droit du travail, des entreprises qui puissent amortir un choc par la constitution de réserves, des entreprises qui puissent investir s'il y a une opportunité et ce sont les marges nécessaires. En un mot, pas d'entreprise sans capitaux, c'est-à-dire sans profits conservés.

Durant 10 ans, nous avons exercé le pouvoir.

Avons-nous bien fait ? Plutôt oui. Avons-nous tout fait pour que la France réussisse ? Plutôt non.

Ne pas prendre le temps d'analyser, de comparer, et parfois de rêver « Ah ! Si nous avions... » serait une erreur que les Français ne nous pardonneraient pas.

Il n'y a pas de honte à regarder ensemble le chemin parcouru. Dans l'action nous ne sommes jamais restés paralysés. Mais durant ces 10 années, n'avons-nous pas manqué tel ou tel rendez-vous imposé par la Mondialisation ?

Sénateur de la Meuse, Président du Groupe Sénatorial de l'UMP jusqu'en 2011, Ministre de la Défense de Nicolas Sarkozy, je n'ai aucun droit particulier à juger mon camp. Mais avec vous, j'ai le devoir d'approfondir le sens des rendez-vous des 10 dernières années et tout autant d'imaginer ceux que nous aurions pu tenir, surtout que d'autres européens nous ont éclairé la voie en réussissant mieux que nous.

Voilà qui pourrait servir d'armature à une action politique nationale, au moment où l'UMP, qui a trébuché lourdement sur son premier rendez-vous démocratique, le 18 novembre dernier, a lancé un nouvel appel d'offres pour septembre 2013. L'étroitesse du résultat, le 18 novembre, a conduit à cette crise. Je formule le vœu que ces 9 mois nous permettent en conscience d'examiner le chemin parcouru depuis 2002, date de création de l'UMP. La vérité n'a jamais nui et j'attends des futurs candidats cette lucidité. Sinon, comment préparer en confiance l'avenir sans diagnostic partagé ?

Au siècle dernier, de 1990 à 1995, j'ai été heureux de présider le Parti Républicain que notre équipe avait placé au 3^{ème} rang des formations politiques après le RPR et très près du PS de 1993 peut-être même devant en termes de députés. Mais c'était avant l'adoption du Quinquennat pour les Présidentielles. Aujourd'hui, en politique, hélas, seule compte l'élection présidentielle qui entraîne les législatives dans son sillage. A titre personnel, le service d'un homme fût-il le meilleur, n'est pas mon idée de la politique. J'ai aimé soutenir des candidats à la Présidentielle, je ne les ai jamais considérés comme des sauveurs suprêmes impliquant une soumission quasi religieuse.

Or, aujourd'hui, servir un Président ou un Présidentiable c'est d'abord ne pas lui nuire en parlant librement par exemple. Il faut donc renoncer à toute singularité personnelle. C'était d'ailleurs la faiblesse de l'UMP lorsqu'elle détenait la Présidence. Ceux qui soutenaient le Président n'intéressaient pas les médias : ceux qui divergeaient fut-ce modestement, affaiblissaient le Président. C'est d'ailleurs l'épreuve quotidienne de François Hollande, dont la coalition se divise et se disperse publiquement, ainsi qu'en témoignent les votes du Sénat, par exemple.

Justement, il nous reste ce Sénat, tribune de l'opposition, lieu de débat et si nous savons faire vivre notre opposition UMP et Centriste, lieu de proposition. Parler avec l'indépendance que donne la Constitution, rénovée en 2008, aux Parlementaires, préparer une alternance possible en Septembre 2014 pour notre Haute Assemblée et donner ainsi demain, par une majorité sénatoriale nouvelle, une image de réalisme et de modération, de conviction et d'ouverture sur le monde moderne pour la future majorité nationale de 2017 tel est mon but.

Vais-je souhaiter une récompense au terme du parcours en cas de succès collectif et personnel ? Soyons lucide, dans 5 ans je serai un peu moins jeune, je serai toujours un homme et donc pas une femme, et je ne serai pas plus issu de la diversité qu'à ce jour. La conclusion est simple, je serai donc difficile à caser comme ministre. Alors, il reste Matignon, où l'expérience gouvernementale, de mon point de vue, n'est pas un obstacle comme le démontre à contrario Jean-Marc Ayrault. C'est un rêve, mais le droit de rêver n'appartient pas au seul bobo post soixante-huitard mais aussi aux hommes d'expérience qui gardent des convictions.

Cela tombe bien car, grâce à vous, je siège au Sénat jusqu'en 2017. Mon vœu est d'en faire une école de la reconstruction, que d'autres plus jeunes auront à mettre en œuvre si le Printemps 2017 confirme nos espérances. Avec qui ? A ce jour ne n'en sais rien. Mais pourquoi, je le vis intensément : pour imposer, je dis bien imposer une œuvre législative qui donne à notre pays les mêmes chances de réussite pour tous dont disposent nos voisins européens les plus exemplaires.

La mondialisation est une chance pour l'Europe au prix, il est vrai, d'un petit effort : dépenser publiquement un peu moins, collectivement travailler plus et mieux. Nos racines, notre patrimoine, notre fierté de Français et notre démographie jeune nous donneront le reste. Tout comme vous, je ne veux pas laisser à la France l'héritage des dettes et des doutes mais celui de la confiance et de l'élan.

Ensemble, nous avons la charge de toute la Meuse et assurément d'une part de la Lorraine. Non pas seulement la part de territoire et de population qui nous revient dans cet ensemble de 4 départements, mais bien plus cette part presque spirituelle qui nous permet d'être à la fois passionnés et objectifs au regard de l'idée Lorraine. Passionnés de réussite Lorraine parce qu'elle rejaillit d'abord sur notre terre Meusienne, au moins sur tout son flanc Est ; passionnés parce qu'avec la Lorraine nous ne sommes jamais isolés dans le dialogue avec Paris ; passionnés parce que la solidarité régionale nous permet d'envisager à plusieurs ce qui nous serait inaccessible seuls, de la réalité de la Gare TGV à la Madine, de la résurrection du Palais Episcopal de Verdun au soutien de projets industriels comme Safran, ferroviaires comme Lérrouville ou culturels à partir de l'Abbaye Benedictine de cette ville de Saint Mihiel.

Les Meusiens sont objectifs à l'égard de la Lorraine, parce qu'ils n'épousent aucune des querelles inutiles. Nous sommes Nancéiens et Messins, nous sommes Mosellans et Nord Lorrains, comme nous sommes des campagnes et des petites villes à l'image de l'immense majorité des territoires lorrains, du Bitcherland à la Plaine Vosgienne, du Xaintois au Pays de Sarrebourg, de l'Argonne au Pays Haut. Bref, nous sommes l'équilibre et le médiateur Lorrain.

La Lorraine n'a jamais été plus solidaire que de 1992 à 2004 lorsque nous fédérions les énergies sans nous épuiser dans les querelles et les fantasmes. C'est ainsi, et

seulement ainsi, que nous avons bâti le TGV Est que d'autres ont inauguré. J'avais espéré en 2010, lors de la réforme des collectivités locales, dans le futur Conseiller territorial. Ce nouvel élu aurait assuré l'unité d'action départementale et régionale, siégeant à la fois au Département pour l'administration du quotidien dans la proximité, et se réunissant en Assemblée Régionale pour examiner les projets ambitieux et de long terme. Ils auraient ensemble porté le bon sens Lorrain, tout en restant attachés à des territoires.

Profitant des dérogations ouvertes par la loi, l'Alsace va fusionner sa Région et ses deux départements en une même collectivité nouvelle. Cette unité, qui n'interdit nullement de se retrouver parfois en section départementale si les circonstances ou les règles de bon sens d'administration l'imposent, je la jalouse et je l'envie. Face à un pouvoir central, si loin des réalités, et où le poids dominant de la vie très singulière de la Région Parisienne l'emporte chaque jour un peu plus, je rêve toujours et peut-être plus encore de régions fortes, issues de la réunion des départements et laissant la place aux élus des territoires plus qu'aux seuls élus du nombre. Ce que l'Alsace va réussir la Lorraine doit l'envisager, à sa façon, demain.

En la matière, le Gouvernement Hollande – qui parle de Gouvernement Ayraut – a choisi le conservatisme et le pittoresque. Le conservatisme pour que Paris et l'Etat n'aient pas en face d'eux des territoires solides. Pour le département l'apparence sera le pittoresque du binôme « un homme, une femme » : la parité partout, (sauf dans le mariage) telle est la logique cocasse du Président. Mais derrière le cocasse du « couple uni par le suffrage universel » se cache une réforme redoutable : la disparition des cantons, dont la diversité des tailles méritait certes un réexamen mais pas une disparition. Cette disparition est entraînée ipso facto par le futur système, s'il est adopté : il y aura deux fois moins de cantons et ils seront entre eux de taille comparable. Ainsi, le Conseil général deviendra le club des villes, qui ont pourtant déjà leurs propres institutions de coopération. Un rapide calcul établit qu'en Meuse, même en gardant 32 élus départementaux, au moins 15 cantons ruraux d'aujourd'hui n'auront plus de représentants spécifiques et devront les partager avec ceux des villes. Ces dernières contrôleront demain les Conseils généraux, oubliant, je le crains, les espaces ruraux très minoritaires.

Le report à 2015 des élections départementales et régionales nous donne le temps de l'analyse et de la proposition. Je forme le vœu que nos élus présentent une analyse commune pour échapper à la tragédie du mille feuilles administratif ou à la domination d'une collectivité sur toutes les autres.

Que ferai-je dans ce combat ? D'abord et avant tout, défendre des projets majeurs qui nous paraîtraient ensemble structurants et dont je pourrais être l'un des avocats indispensables.

La loi interdira le cumul d'un mandat de Parlementaire et la responsabilité d'un exécutif, municipal, départemental ou régional. Je ne reviens pas sur ce choix bien trop systématique, dont le principal effet sera de faire des parlementaires, députés

ou sénateurs, de simples militants politiques dépendants de leur investiture et donc de leur parti. Non, je m'interroge sur le relais dont les citoyens disposeront pour décider de leur avenir.

Votant la Loi ou contrôlant le Gouvernement, le Parlementaire ne pèsera en rien sur la vie locale. Pas un projet ne passera par lui, et toutes les décisions locales majeures, lycée, collège, hôpital, route, voie ferrée ou soutien à l'économie lui seront étrangères.

Dans le meilleur des cas, il pourra parler dans la presse, mais faute de pouvoir prétendre diriger, il ne sera jamais plus une autorité écoutée. Il sera simplement une voix parmi d'autres, à laquelle les élus locaux reprocheront la modestie des aides de l'Etat.

Car je suis arrivé à un âge où je sais qu'en politique on existe hélas moins par les idées que l'on défend que par les postes que l'on ambitionne ou que l'on pourrait revendiquer. Et ce qui est vrai au plan national l'est tout autant et plus encore au plan local. A ne pas pouvoir diriger une ville, un département ou une région, le Parlementaire prend tout simplement soit le risque d'être oublié soit, s'il en a la tentation, d'être l'imprécateur amer qui critiquera toujours pour la bonne raison que tout se fera sans lui.

Je m'efforcerai d'éviter ces deux risques et 2013 m'en donnera l'occasion :

Année sans élection, l'année 2013 pourrait être utilement une année de réflexion et de propositions pour les futurs rendez-vous électoraux qui s'enchaîneront vite :

2014 Municipales, Européennes

2015 Départementales et Régionales

2016 Primaires de la Gauche et de la Droite

2017 Présidentielles et Législatives

Je ne serai pas candidat à des élections municipales en 2014 car, au-delà des règles de cumul, j'estime que, Sénateur de la Meuse toute entière, je dois être disponible pour toutes les communes, sans appartenir à aucune d'entre elles. Ni même être prisonnier d'un seul petit territoire, d'une seule catégorie de collectivités.

Pour 2015 et après que la loi ait été votée et selon son architecture, je n'exclus rien, car siéger au Département ou à la Région, c'est une façon pour un Sénateur de contribuer à aider toutes les communes de son département.

Parlons donc enfin de politique locale.

La Droite s'est séparée en Meuse et je le regrette profondément. Mais elle ne s'est pas divisée et encore moins déchirée même si les équipes formées, tant aux Sénatoriales de 2011 qu'aux législatives de 2012, siègent désormais à Paris dans des groupes différents, non pas opposés, je le répète, mais différents. A Paris d'ailleurs et pas en Meuse à cet instant et c'est bien ainsi.

Certes les épreuves de l'UMP n'ont rien facilité, alors que les échecs de Morin et de Bayrou, donnèrent sa chance à Jean-Louis Borloo qu'il a su saisir. Tant mieux pour lui et vive la concurrence puis-je dire en libéral.

Mais dans l'unité, je souhaite animer une réflexion d'avenir meusien ouverte à tous ceux qui s'intéressent à l'action collective et sans préalables partisans.

J'aimerais donc et c'est un vœu en forme d'obligation, cette année 2013, proposer par écrit les bases d'un dialogue Meusien sur 6 thèmes :

. Comment réussir Bure au service de la zone de proximité, du Sud Meusien, de la Meuse entière. Les actions sont connues et respectables, celles du GIP et du Conseil général de la Meuse, mais les idées appartiennent à tous et ce projet doit être le plus approprié possible par tous les Meusiens. Notamment, pour éviter l'effet de « falaise » ou renforcer le travail collectif des interco et du Conseil général. Et au-delà des subventions toujours bienvenues, comment faire en sorte que les emplois directs, indirects ou induits restent chez nous le plus possible.

. Comment réussir à Commercy la formidable espérance que représentera l'ouverture de Safran dans 15 mois, et à partir de là, comment associer la Meuse aux technologies liées à la Défense, après ce premier succès et alors qu'une deuxième touche se précise.

. Comment réussir à Bar le Duc le pari d'une vraie communauté d'agglo qui sera toujours petite à l'échelle de la France, mais qui peut être attractive pour que Nancy ne soit pas la réponse à ceux qui devront demain travailler dans le Sud Meusien pour Bure et pour Safran.

. Comment réussir à Verdun une communauté d'agglo qui tire le meilleur parti d'une ville illustre qui reste heureusement militaire, mais qui devrait s'interroger sur son essoufflement en emplois, alors que Luxembourg et Metz au loin, l'A4 et le TGV au près, devraient aider à localiser des investissements de production comme nous l'avons réussi de l'agro-industrie à la mécanique en passant par les services innovants.

. Comment réussir à fixer une population en Argonne comme dans le Nord Meusien où les atouts sont plus rares, mais les défis quantitativement plus accessibles : des entrepreneurs exemplaires y ont réussi. Il faut en convaincre d'autres. Ils ont simplement besoin d'être épaulés par de nouveaux patrons qu'il faut

déceler et encourager. Comment réussir dans l'Est Meusien, du Pays Haut aux Côtes de Toul, de Marville à Vaucouleurs, l'atout qualité de vie pour garder et augmenter encore le nombre de ceux qui sont venus du sillon mosellan pour trouver chez nous une vraie qualité de vie, accessible financièrement.

Il y a donc une charte de l'Avenir Meusien en Lorraine qui n'est pas à inventer tant s'en faut car tant a déjà été fait, mais à actualiser dans un environnement difficile où les aides nous seront chichement comptées.

Non seulement les socialistes ont prolongé le gel des dotations de l'Etat, crise oblige, alors qu'ils le condamnaient hier mais ils ont même voté une baisse de 2,25 milliards d'euros entre 2013 et 2015 pour que selon les termes mêmes du Premier Ministre les collectivités contribuent à l'effort de redressement des finances publiques. C'est pourtant une charge nouvelle décidée par l'Etat qui va peser sur les communes avec la réforme des rythmes scolaires. Il faut donc, dans ce contexte financier très difficile, relancer le débat jamais fini de l'avenir que l'on ambitionne pour notre département. Remettre en cause quelques idées périmées, écarter des erreurs manifestes ou des illusions, mais imaginer des variantes possibles, tel est mon souhait de débat.

N'ayons aucune censure, il faut réfléchir à la lumière des succès et des échecs, des utopies et des réalisations, des traditions et des apports extérieurs.

Je vous invite à partager ce vœu d'organiser le débat de l'ambition partagée par le plus grand nombre de meusiens. Un texte personnel d'abord car il faut bien commencer. Puis un texte collectif pour agir. Un texte fondé sur des réalités de ce jour, mais qui nous donne l'ambition d'être parmi les meilleurs de France sur le terrain de la qualité. La Meuse a rompu la fatalité du déclin démographique nous dit l'INSEE, tant mieux ! Mais au-delà du nombre, relevons le défi de la qualité, en comptant d'abord sur nous-mêmes car, dans les années à venir, rien ne nous sera donné de l'extérieur tant la France épuisée de dettes ne nous laisse rien espérer. Nous avons des talents propres, à nous de les faire fructifier car personne ne le fera à notre place de l'extérieur.